

MALAISE EN OCCIDENT

L'éditorial d'Hugues de Jouvenel

Le 11 septembre 2001, voici 10 ans, les États-Unis étaient victimes d'une vague d'attentats sans précédent, le plus spectaculaire d'entre eux étant sans nul doute celui contre les Twin Towers, expression emblématique de leur puissance. Au cours des 10 années qui ont suivi, la dette américaine est passée de 5 800 milliards à 14 300 milliards de dollars US, escalade — rappelons-le — pour une large part imputable à la politique de George W. Bush, marquée par une réduction des impôts et l'augmentation des dépenses militaires, puis inévitablement aggravée par la récession intervenue depuis 2008.

Les États-Unis ont ainsi frôlé la faillite au début du mois d'août. Ils n'en ont été sauvés que de justesse par un accord arraché aux républicains par le président Obama. Mais l'accord alors intervenu n'a guère convaincu ni les marchés, ni les experts, ni les agences de notation, ni les créanciers en tête desquels figurent les pays asiatiques, notamment le Japon, la Corée du Sud et, surtout, la Chine. Or, si celle-ci ne semble avoir pour l'instant aucun intérêt à suspendre son aide aux États-Unis, puisqu'elle finance en quelque sorte ainsi ses exporta-

tions vers ce pays, on peut légitimement s'inquiéter de l'avenir à plus long terme.

Combien de temps une telle situation peut-elle durer et les deux géants se tenir ainsi « par la barbichette » ? Quelle sera à terme l'issue de l'affaire ? Le déclin de la superpuissance américaine est-il désormais inéluctable, notamment en raison de ceux qui, aux États-Unis, subiront en premier les conséquences de la crise (comme ne manque pas de le souligner l'ancien conseiller américain à la Sécurité, Zbigniew Brzezinski, dénonçant le risque de chômage de masse, l'accroissement des inégalités pouvant entraîner des troubles civils ¹) ?

L'Europe n'est pas nécessairement dans une situation plus enviable : la dette s'envole — selon les dernières statistiques d'Eurostat, celle des pays de l'Union européenne et de la zone euro a déjà atteint, en 2010, le seuil symbolique des 80 % du produit intérieur brut (PIB) ². À peine une semaine après l'adoption du nouveau plan d'austérité grec, entraînant d'importantes manifestations sociales, l'agence Moody's lance l'alerte sur l'Irlande et le Portugal... L'Espagne et l'Italie, deux poids lourds de la

1. « Je pense que nous glissons vers des conflits sociaux exacerbés, une hostilité sociale, certaines formes de radicalisme ». Interview à la chaîne de télévision MSNBC, citée par Stefan Steinberg in « La crise de la dette européenne et la menace de dictature ». Liège : CADTM (Comité pour l'annulation de la dette du tiers-monde), 22 juillet 2011.

2. Voir notamment BOUTHEVILLAIN Carine et DUFRÉNOT Gilles. « Les finances publiques dans la tourmente. Une analyse des problématiques actuelles à la lumière des expériences passées ». *Futuribles*, n° 375, juin 2011, pp. 5-26.

zone euro, risquent elles-mêmes de plonger et menacent la stabilité d'une Union européenne au sein de laquelle seule l'Allemagne affiche une santé remarquable (en dépit d'une dette publique record s'élevant à 83,2 % du PIB).

Mais les crises sont souvent bénéfiques à la construction européenne et l'accord obtenu le 22 juillet par Angela Merkel et Nicolas Sarkozy, lors du sommet européen exceptionnel convoqué à Bruxelles, semble pouvoir apaiser quelque temps les marchés, même s'il ne résout sans doute pas — loin s'en faut — tous les problèmes... Au demeurant, il n'apaise en rien les craintes légitimes des Européens, dont les mouvements des « indignés » en Grèce, en Espagne, en France et sur le Web, ne sont qu'une des manifestations les plus visibles. Au-delà de la révolte que suscitent les plans d'austérité, que révèlent ces mouvements ? Jusqu'où iront-ils ?

Un profond malaise s'installe qui, à la veille d'une année 2012 marquée, en France comme aux États-Unis, par des élections présidentielles, peut déboucher sur une radicalisation et la montée des partis d'extrême droite comme d'extrême gauche, surtout si les candidats démocratiques aux fonctions suprêmes n'ont rien de véritablement tangible et convaincant à proposer...

Et en attendant, l'Occident, qui entendait exercer sur le reste du monde un leadership assurément de

plus en plus remis en cause, assiste, impuissant, aux massacres organisés par le régime du président Bachar al-Assad contre les insurgés syriens, voit les forces engagées en Libye piétiner, fait mine d'ignorer — hormis au travers de quelques déclarations de pure forme — la dramatique famine dont souffrent aujourd'hui les populations de la Corne de l'Afrique. Que peut-il faire, en effet, après avoir dans le passé commis tant d'erreurs dans sa manière de vouloir jouer les gendarmes du monde et s'ériger en donneur de leçons ? Sans doute encore beaucoup, mais cela exigerait qu'il fasse d'abord le ménage chez lui, puis qu'il soit capable de reconsidérer sa représentation du monde, héritée d'une ère à l'évidence révolue.

Comme l'écrit Nicolas Baverez ³, « la crise n'est [...] plus économique et financière mais politique, liée à l'incapacité des États à faire face à la gestion des risques du XXI^e siècle. Jamais depuis les années 1930, la politique n'a été aussi nécessaire face aux transformations radicales du système mondial ; rarement elle a été aussi défailante, bredouillant les recettes du passé au lieu d'inventer l'avenir. » Imaginons que N. Baverez n'évoque ici que la politique telle qu'elle est pratiquée par les élus aujourd'hui en fonctions. Ceux qui prétendent leur succéder sont-ils porteurs de nouvelles visions et de mesures différentes, capables de donner à l'Occident un nouvel élan ⁴ ? ■

3. *Le Monde*, 2 août 2011, p. 16.

4. Cet éditorial a été rédigé le 3 août 2011.